

La question de l'Afghanistan

L'argumentation du PCF : une accumulation de contre-vérités

L'argument clé du PCF est celui-ci, exposé par Marchais à son retour d'URSS, le vendredi 11 janvier : «*L'Afghanistan a conclu avec l'Union soviétique depuis 1921 un traité d'amitié, traité qui a été renouvelé une deuxième fois en 1931 et une troisième fois en 1978. Ce traité de 1978 prévoit qu'à la demande de l'une des deux parties, l'autre peut lui accorder l'aide militaire pour assurer son indépendance, la défense de son territoire. C'est précisément ce qu'a fait le gouvernement afghan. Pas seulement avec l'actuel premier ministre Karmal : il l'avait déjà fait sous Amin. Les Soviétiques nous ont dit qu'ils avaient résisté (sic) pendant des mois à cette demande, pour, précisément, ne pas aggraver la tension dans cette région du monde. Mais dans la toute dernière période, l'intervention militaire extérieure était si forte que, si le gouvernement soviétique n'avait pas répondu à la demande qui lui était faite, cela aurait eu comme signification qu'il ne respectait pas le traité (...). Si, par malheur, les forces démocratiques qui luttent pour leur indépendance, pour le progrès et pour le socialisme, se privaient de la possibilité d'appeler à la solidarité contre l'impérialisme, (...) ils seraient contraints pour l'éternité à connaître le sort qui est le leur aujourd'hui...*»

A partir de cette affirmation, trois questions valent d'être soulevées :

— L'existence d'un «*traité d'amitié*», prévoyant l'éventuelle «*aide*» militaire de l'URSS, signé en 1978 n'est pas niable. Signalons simplement au passage que le premier traité, signé en 1921, auquel il est fait allusion, ne prévoit en aucun cas une assistance militaire... Mais qui a demandé l'application de ce traité ?

Selon Marchais, l'Afghanistan subissait «*la menace d'intervention militaire extérieure*» de la part du Pakistan ou/et des Etats-Unis. L'*Humanité* explique par ailleurs que «*Amin était sensible aux propositions américaines*». Dès lors, on comprend mal que ce même Amin ait pu faire appel à des troupes soviétiques pour justement contrecarrer la politique dans laquelle il était engagé. On comprend d'autant moins bien que le premier soin des soviétiques a justement été de faire disparaître Amin...

La demande d'application du «*traité d'amitié*» viendrait-elle alors de Karmal ? Celui-ci est devenu officiellement chef du gouvernement le 27 décembre ; les premières troupes soviétiques sont arrivées sur l'aéroport de Kaboul le... 27 décembre. Quand l'armée des troupes soviétiques s'est ébranlée vers l'Afghanistan, Kabral n'était donc pas chef du gouvernement, et il ne pouvait donc pas demander — au nom de son gouvernement — l'application du traité. Qui plus est, il faut rappeler que ce Karmal vivait depuis plusieurs mois en exil à Prague. Il n'était même pas sur le sol afghan quand les premiers soldats russes sont arrivés.

S'il apparaît illogique qu'Amin ait demandé «*l'aide*» soviétique (il ne peut de toute façon plus témoigner, ayant été assassiné immédiatement), et que Kabral ne pouvait pas légalement demander l'application du traité, force est de constater que les soviétiques sont intervenus de leur propre initiative, et délibérément.

L'intervention soviétique a eu le mérite de débarrasser l'Afghanistan d'un tyran sanguinaire, «*à la Pol Pot*» ajoute le PCF sans doute pour mieux en désigner l'horreur.

Là, on a du mal à comprendre. D'un côté on nous dit que les Russes sont venus pour «*défendre la révolution af-*

ghane», d'un autre côté on nous dit que ces mêmes troupes russes sont venues pour débarrasser le pays d'un tyran... — L'argumentation première de Marchais appelle une deuxième question : Quelle était la nature de la menace pesant sur le régime afghan ? Cette menace est indiscutable, certes. Mais est-elle le fait de «*forces extérieures*», pakistanaises ou américaines, ou plus simplement d'un mouvement de résistance populaire ? Le PCF n'a strictement fourni aucune preuve d'une présence militaire pakistanaise destinée à intervenir directement en Afghanistan, si ce n'est un très controversé reportage qui aurait été diffusé par la chaîne de télévision américaine CBS. Par contre, les faits abondent qui prouvent qu'une importante résistance interne s'est développée en Afghanistan pour lutter dès 1978, contre les régimes pro-soviétiques. En mars 1979 le nouveau premier ministre Amin faisait d'ailleurs savoir que son premier objectif serait «*de faire face aux rebelles*». En octobre, après avoir pris le pouvoir, il accusait son prédécesseur Taraki d'avoir «*laissé se développer la rébellion dans le pays*».

Bien évidemment, on ne peut nier que les impérialistes américains aient été intéressés à la disparition d'un régime pro-soviétique. Mais le fait essentiel, c'est le développement, depuis 1978, d'une résistance interne suffisamment importante pour qu'elle mette en difficultés les régimes en place.

— Enfin, Marchais définit le régime afghan (celui qui a demandé l'aide, donc avant l'intervention russe) comme «*démocratique, luttant pour l'indépendance, le progrès et le socialisme*». Indépendamment du fait que les «*révolutions*» installant au pouvoir Taraki, puis Amin se sont faites sans la participation des masses (dans les deux cas il ne s'agit que de révolution de Palais, avec participation d'une fraction de l'armée, formée en URSS), retenons bien cet argument. Il est en effet en contradiction complète avec un autre, largement développé dans le PCF.

En fait, l'argumentation du PCF est plus élaborée : la période «*la plus horrible*» se serait située entre octobre et décembre, quand Amin disposait du pouvoir sans partage. Après avoir rappelé que la presse soviétique comme celle du PCF continuait à parler de l'Afghanistan comme d'un pays «*en marche vers le socialisme*» durant cette période, confirmons l'existence d'une répression féroce, dirigée contre le peuple. Martine Monod, envoyée spéciale de l'*Humanité*, a d'ailleurs fourni d'accablants témoignages sur ce sujet.

L'ennui pour le PCF, c'est que la répression sanglante ne date pas de ce mois d'octobre 1979 où Amin s'est installé au pouvoir. Quand il s'est installé dans le fauteuil présidentiel, celui-ci a d'ailleurs fait publier une impressionnante liste d'exactions, commises auparavant. Il s'est même permis de libérer plusieurs centaines de prisonniers politiques, qui ont témoigné. Enfin, les témoignages recueillis de diverses sources dans les camps de réfugiés afghans installés à la frontière pakistanaise font eux aussi état de crimes commis antérieurement au régime Amin. Quand le massacre de Kerala, où plus de 1 000 paysans furent massacrés en mars 1979, fut connu, l'*Humanité* ne le nia d'ailleurs

pas, s'insurgeant seulement qu'on puisse soupçonner que les «*conseillers soviétiques*» aient pu y participer (notons au passage que l'agence Tass, elle, a tout nié en bloc).

Face à ces faits, le PCF avance une explication plutôt tortueuse : progressivement et surtout depuis le début de l'année 1979, Amin, ministre puis premier ministre, aurait pris de l'ascendant sur le président Taraki, au point de créer des «*domaines réservés*» notamment celui de la répression contre la résistance.

La «*révolution afghane*» aurait ainsi secrété en son sein un individu mal-faisant, responsable de tous les maux. Si cela est, on peut s'étonner que le PCF ait tant encensé le régime afghan tout au long de l'année 1979, comme on peut s'étonner que la présence soviétique n'ait pas cessé de croître au long de cette année.

De fait, il y avait en Afghanistan une répression atroce, sous Taraki et sous Amin. Le PCF a soutenu ce régime, l'URSS a «*aidé*» sans réserve ces gouvernements de terreur. L'argument comme quoi les troupes soviétiques sont venues chasser un «*tyran sanguinaire*» ne tient donc pas.

Des familles attendant la libération de leurs parents détenus devant la prison de Pol-é-Tchartih. Il y avait une répression atroce sous Taraki et sous Amin. Le PCF a soutenu ce régime et l'URSS l'a «*aidé*» sans réserve.

